

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/299

21 septembre 2001

(01-4505)

Conseil du commerce des marchandises
5 octobre 2001

NICARAGUA – ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE XXIX

Projet de décision portant prorogation de délai

Considérant que, par Décision du 26 janvier 1994¹, l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 a été suspendue pour permettre au gouvernement nicaraguayen d'appliquer le Système tarifaire centraméricain (SAC), qui est fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé);

Notant que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Nicaragua a été prorogée jusqu'au 31 octobre 2001²;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995³, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Nicaragua pour l'établissement d'une nouvelle Liste XXIX;

Tenant compte du fait que le gouvernement nicaraguayen a présenté la documentation requise pour engager le processus de négociation⁴ et que deux Membres s'étaient réservé le droit d'engager des négociations;

Notant qu'un Membre a retiré sa réserve et que le Nicaragua poursuit les négociations avec l'autre Membre;

Considérant que, afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1993 pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé et de procéder à des consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, le gouvernement nicaraguayen, ayant satisfait aux prescriptions énoncées dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a de nouveau demandé à être relevé des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994⁵;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de proroger jusqu'au 30 avril 2002 le délai prévu dans la Décision du 26 janvier 1994.

¹ L/7406.

² WT/L/397.

³ WT/L/3 + Corr.1.

⁴ G/SECRET/HS/3.

⁵ G/L/481.